Caisse Nationale de l'Assurance Maladie

des Travailleurs Salariés

Sécurité Sociale

Circulaire CNAMTS

Date :

24/11/80

Origine :

DGR

AC

MM les Directeurs
et Agents Comptables des
Caisses Primaires d'Assurance Maladie

MM les Directeurs
et Agents Comptables des
Caisses Régionales d'Assurance Maladie

Réf. :

DGR n° 1034/80 - AC n° 178/80

Plan de classement :

63

Objet :

Simplification des formalités de justification de la qualité de pensionné de vieillesse.

L'intervention de la Loi du 28 Décembre 1979 relative au maintien des droits permet de résoudre les difficultés en matière de justification pour les anciens salariés, de leur qualité de pensionné, dans la mesure où ceux-ci pourront, pendant cette période de maintien des droits régulariser leur situation auprès des Caisses Primaires. Par ailleurs, les intéressés ont également la possibilité de justifier de leur qualité, en produisant une photocopie de leur titre de pension.

Pièces jointes :

--	--

Liens :

Com.circ SDAM 413/75

Date d'effet :

Date de Réponse :

Dossier suivi par :

Téléphone :

@

21/11/80

MM les Directeurs
et Agents Comptables des
Caisses Primaires d'Assurance Maladie

Origine : MM les Directeurs
DGR et Agents Comptables des
AC Caisses Régionales d'Assurance Maladie

N/Réf. : DGR N° 1034/80 - AC N° 178/80

Objet : Droit à l'assurance maladie-maternité des pensionnés
vieillesse Simplification des formalités administratives
incombant aux assurés acquérant la qualité de pensionné de
vieillesse.

J'ai l'honneur d'attirer votre attention sur les problèmes qui se posent aux salariés venant d'acquérir la qualité de pensionné de vieillesse, quant à la justification de leurs droits aux prestations en nature des assurances maladie-maternité, au titre de l'Article L. 352 du code de la Sécurité Sociale.

Je vous rappelle qu'en application de la circulaire du 25 Mars 1975 - AC n° 32/75 (annexe A), les Caisses Primaires peuvent, dans un but de simplification, accepter la photocopie non certifiée conforme de la pièce établissant la qualité de titulaire d'un avantage de vieillesse, ouvrant droit aux prestations en nature prévues par l'Article L. 352 du Code de la Sécurité Sociale.

En cas de doute sur la photocopie ainsi fournie, les Caisses peuvent bien entendu en vérifier l'exactitude en se rapprochant de l'organisme ayant émis le titre de pension.

Toutefois, il est évident que bien des difficultés en matière de justification de la qualité de pensionné, devraient être aplanies par l'intervention de la Loi du 28 Décembre 1979 modifiant l'Article L. 253 du Code de la Sécurité Sociale, et portant à 12 mois la période de maintien des droits, période pendant laquelle les anciens salariés peuvent faire connaître leur qualité de pensionné.

A cet égard, il convient de rappeler que sur présentation de "l'avis de réception" de la demande de pension vieillesse, les prestations de l'assurance maladie peuvent être servies aux intéressés tant qu'ils justifient des conditions d'ouverture des droits (cf. lettre ministérielle publiée au Bulletin Juridique n° 3-67 sous la rubrique D 2 jaune et circulaire SDAM ° 413/75).

Dans un souci d'efficacité, il serait nécessaire que les organismes concernés procèdent à une information des personnes intéressées, en les invitant à présenter à leur Caisse Primaire de résidence le "titre de retraite" - référence S.5703 - dans le délai de 12 mois de maintien des droits, afin d'assurer une continuité dans le service des prestations en nature, voire pour permettre une actualisation des "cartes d'assuré social".

**Le Directeur-Adjoint chargé de la
Direction de la Gestion du Risque,**

J. GOURAULT